



Yvon Avenel

Journaliste
Éditeur de
SmartcardsTrends

REPORTING XBRL

Vers la “libération des données”

La mise en œuvre il y a deux ans des reportings réglementaires Corep et Finrep* et aujourd'hui les avancées du projet Surfi ont en commun l'utilisation d'un standard d'échange de données : XBRL. L'innovation est majeure. Ses promesses immenses. Et elle est au cœur de l'actualité.

Début avril, XBRL Europe, la juridiction régionale d'XBRL International en charge de la spécification du standard XBRL (eXtensible Business Reporting Language), a souligné son plein accord avec les conclusions du rapport de Larosière et ses recommandations en matière de supervision financière. L'association rappelle l'importance, pour les régulateurs et les banques, de pouvoir accéder à des données fiables et de qualité, en soulignant que le moyen d'y parvenir est un recours plus large à la technologie XBRL. Ce métalangage (encadré 1) bâti sur le standard XML est devenu une sorte d'esperanto dont les promesses sont immenses en matière d'échange et d'analyse de données financières. Les 23 et 25 juin prochains, XBRL France et XBRL international organisent, à Paris,

* Corep : Common REporting, reporting prudentiel relatif à la Capital Requirements Directive.
Finrep: FINAncial REporting, reporting financier représentant les données comptables IFRS.

la 19^e conférence annuelle consacrée à XBRL, pendant laquelle il sera encore largement question de supervision et de régulation (voir l'interview de Jean-Luc Menda en page 56). Même si de l'autre côté de l'Atlantique, des voix s'élèvent parfois en contrepoint pour préférer la “transparence” à la régulation, c'est pourtant encore pour prôner avec force une utilisation plus intensive et généralisée d'XBRL dans les rapports réglementaires recueillis par la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) ou les instances de régulation et, d'une manière générale, pour la communication d'informations financières, en particulier celles portant sur les risques de crédit. “Aux États-Unis, les conseillers d'Obama, qui travaillent avec la SEC, ont bien pris la mesure du rôle que l'XBRL peut jouer pour un meilleur contrôle de l'information financière. Ils savent que cet outil va permettre d'avancer plus vite pour mieux analyser ces informations”, indique Stéphane Allez, PDG d'Invoke, éditeur français de logiciels XBRL et membre d'XBRL France[1]. La FDIC, qui assure les dépôts des particuliers effectués dans les banques et des institutions d'épargne, dans son tout récent rapport 2009 (“Performance Plan 2009”), souligne également le rôle clé que l'utilisa-

[1] XBRL International compte à ce jour 550 membres dont une quarantaine est membre d'XBRL France (association 1901) qui a vu le jour en 2005. Il s'agit d'entreprises, d'institutions, d'administrations et de sociétés de services informatiques parmi lesquels figurent la Banque de France, l'Insee, le Conseil supérieur des experts-comptables et la Compagnie nationale des commissaires aux comptes.

tion d'XBRL représente pour les banques, les régulateurs et le public pour accéder rapidement aux informations sur les risques financiers. Cette actualité d'XBRL s'inscrit aussi dans la durée, avec à la fois des projets de plus en plus nombreux couvrant un large spectre de domaines et avec une activité de développement technique et “métiers”, voire de R&D, en France notamment où “s'est développée une expertise très pointue dans ce domaine”, comme le souligne Marc Olivier Lellouche, directeur business unit XBRL chez Umanis, éditeur de solutions XBRL et membre d'XBRL France.

46 PROJETS EN EUROPE, 11 DANS LE DOMAINE BANCAIRE

“Il existe en Europe environ 46 projets XBRL (établis ou en cours de développement) dans 17 pays, et ce, dans les secteurs de la banque, du registre du commerce – secteur en plein développement – des impôts, des statistiques, ou bien de la régulation des marchés financiers”, précise Sylvie Lépicier, secrétaire générale d'XBRL France. Elle rappelle par ailleurs l'existence en France de trois grands projets dans le domaine bancaire – Corep, Finrep et Surfi (encadré 2) –, celui d'Infogreffe [2], mais aussi la création récente au sein de l'association d'un groupe de travail sur les taxonomies

[2] La France a été l'un des premiers pays en Europe à dématérialiser le dépôt légal des comptes annuels des entreprises. Le projet Infogreffe, aujourd'hui bien établi, offre à près de 800 000 entreprises la possibilité de déposer leurs rapports en XBRL. Il est prévu qu'ils soient à terme compatibles avec les registres européens. Les Pays-Bas, la Belgique, l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni suivent le mouvement.

1. LANGAGE XBRL

Le code-barres des informations financières

■ XBRL est un métalangage qui permet de composer des textes manipulables par des ordinateurs grâce à un dictionnaire de données (la taxonomie) et des règles de grammaire.

La taxonomie définit le type des données (immobilisations, actifs courants, etc.) et les relations entre ces données en référence à des domaines ou des réglementations comme le US GAPP, Corep ou les IFRS.

La grammaire précise les attributs des données, c'est-à-dire leur contexte (devise, montant, période), et les libellés qui permettent de les identifier à l'aide de tags (<actifscourants>). Chaque taxonomie est bâtie sur schéma XML (eXensible Mark Up Language) auquel est associé une base de cinq types de liens (Xlink) :

présentation (définit la structure hiérarchique entre les éléments), référence (lien avec le référentiel, Label c'est-à-dire le langage utilisé, anglais, français, etc.), définition (liens entre les données) et enfin calcul qui établit des liens qui permettent d'effectuer des calculs entre certaines valeurs. À cela s'ajoute la possibilité de créer des extensions de façon à s'adapter à des spécificités nationales de tel rapport. L'ensemble du schéma XML, la base de liens et les extensions constituent une DTS (Discovery Taxonomy Set) qui permettra la création d'un document XBRL final, prêt pour être signé et envoyé.

En permettant d'"étiqueter", à la façon d'un code-barres, toutes les données ou éléments d'un document,

et en les liant à des attributs qui permettent ainsi de transporter leur contexte, les données deviennent manipulables à souhait, en fonction des modèles de données que l'on aura choisis pour les présenter et les analyser.

"C'est une vraie révolution, explique Stéphane Allez, Invoke. De cette façon, les données deviennent indépendantes, avec une capacité à traverser toutes les applications, qu'elles soient génériques ou de métiers, mais également toutes les plates-formes." "XBRL permet de passer d'une logique de reporting d'états à une logique complètement centrée sur les données. C'est une véritable libération des données", confirme Gérard Batisse, Directeur de missions chez Viveo.

consacré à l'information réglementée et aux opérations financières [3], et la publication à la fin de l'année dernière d'une taxonomie dédiée à la rémunération des mandataires sociaux en conformité avec la recommandation de l'AMF émise également en fin d'année. La question de savoir si l'AMF pourrait à l'avenir – peut-être dans le cadre d'une directive européenne dont l'annonce pourrait être faite rapidement – aller encore au-delà de ce premier projet et prendre une décision similaire à celle de la SEC américaine (encadré 1) pour la publication des informations financières des sociétés cotées, reste encore très ouverte.

Globalement, on doit bien constater que mis à part le projet de la SEC – le plus important programme XBRL lancé au monde à ce jour – les projets les plus nombreux se déploient surtout en Asie, et

[3] Cinq groupes de travail ont été constitués au sein d'XBRL France pour construire les dictionnaires de données (taxonomies) adaptés à chacun des secteurs d'activités. Il s'agit des groupes Établissements de crédits (EC), IFRS, Comptes annuels (TCA) et l'Information réglementée et aux opérations financières (Irof). Un pôle technologie a été créé en septembre 2008 pour apporter un support technique et informatique aux autres groupes dont l'orientation reste principalement "métier".

pour une part croissante en Europe. "La Chine, l'Inde, l'Australie, la Corée, et le Japon sont déjà très avancés", signale Sylvie Lépicier qui explique en partie ce constat par la culture et la gouvernance très anglo-saxonnes du monde XBRL. En Europe, le secteur bancaire ne représente pas loin de 25 % des projets. "Dans le secteur ban-

caire, 11 projets XBRL concernent principalement les reportings Corep et Finrep en comptant le reporting Surfi en plus en France, et on compte déjà dans 6 pays (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Luxembourg et Pologne) des projets XBRL établis. Dans ces pays, les reportings Corep et Finrep des banques y sont obligatoires en XBRL. Dans les cinq autres comme la Grèce ou l'Irlande, les projets sont en développement et les reportings en XBRL ont toutes les chances de devenir obligatoires prochainement. Par ailleurs, et c'est un nouveau pas décisif vers l'harmonisation en Europe, le CEBS a lancé un vaste chantier d'harmonisation Corep et Finrep qui va aboutir en 2010 sur l'établissement de taxonomies XBRL Corep et Finrep totalement communes en Europe", révèle Gilles Maguet, secrétaire général XBRL Europe.

VERS LE WEB SÉMANTIQUE : ESPERANTO OU BABEL ?

Tous ces projets ne pourraient prendre leur essor, se déployer et se multiplier sans les travaux menés en permanence depuis une dizaine d'années à la fois par des informaticiens et des experts des différents métiers dont le reporting financier forme le cœur de l'activité. Mais ces travaux, qui se poursuivent aujourd'hui aussi chez des éditeurs de logiciels, n'auraient pas pu à leur tour être menés à bien sans la vision des fondateurs XBRL, toujours très vivante chez bon nombre d'éditeurs,

2. SURFI

Objectif 30 juin 2010

■ Le projet Surfi (Système unifié de reporting financier) vise à refondre complètement l'actuel BAFI (Base agents financiers) dont les formats et les protocoles ne sont plus adaptés à la production rapide de reportings. Comme le souligne Jean-Luc Menda (voir l'interview page 56), Surfi s'inscrit dans un effort d'allègement et de rationalisation souhaités par la Banque de France et la Commission bancaire, et mené en concertation avec la profession. Surfi, comme Corep et Finrep, sera produit en XBRL.

La Commission bancaire qui a déjà publié une première version de la taxonomie en décembre 2008, doit livrer très prochainement une nouvelle version qui comprendra des ajustements par rapport à la précédente. En dépit du fait que le nombre de tableaux soit passé d'une centaine dans Bafi à 67 dans Surfi, des données supplémentaires ont été introduites (suivi de la trésorerie à la semaine, notamment, nouveaux attributs), et une plus grande profondeur des informations a été permise par XBRL et notamment sa

capacité à associer à une donnée plus de 23 dimensions (reporting par devise individualisée et non plus par famille de devise; reporting par pays de résidence et non plus par zone géographique). Surfi permet également d'intégrer des données de contrôle prudentiel et des données statistiques à destination de la BCE. Une plateforme de test devrait être déployée au cours du premier trimestre 2010. Le lancement est prévu pour le 30 juin 2010. 1 200 établissements sont concernés.

entretenu et fortifiée par de nombreux travaux de recherche. C'est la conviction que ce métalangage s'apprête à révolutionner la façon de produire, de comparer et d'analyser les informations financières, avec une transparence, une rapidité et une fiabilité tout à fait inédites, et ce, un jour sans doute à l'échelle de la planète. XBRL pourrait bien être l'une des quelques antichambres d'un "Web Sémantique" dont rêvent, et à la réalisation duquel travaillent les "grands" d'Internet, Google et Yahoo, en particulier. Sopra travaille ainsi sur un projet d'envergure à l'échelle internationale (en collaboration en particulier avec la Banque centrale du Japon qui utilise XBRL depuis 6 ans et travaille

à la réalisation de traducteurs entre différentes taxonomies) pour exploiter le capital d'expériences constitué sur XBRL à ce jour, et tenter une sorte de refondation, par la définition de nouvelles données, plus "atomiques" que les données actuelles dont la tendance à "diverger" et à dériver avec la création de "dialectes" nationaux, semble se confirmer.

UNE DÉFINITION UNIVOQUE DES DONNÉES

Le début d'une nouvelle norme, d'un nouvel alphabet? "Nous sommes sans doute à la veille d'un mouvement qui vise à faire mieux converger la norme", estime Antoine Bourdais, directeur des offres d'Invoke. "Des

« La crise actuelle a stoppé plusieurs projets dont l'ambition était d'aller bien au-delà des strictes obligations réglementaires dictées avec l'adoption de Corep et Finrep, la migration Surfi et l'abandon de Bafi. »

travaux sont en cours pour établir une norme qui ne soit plus basée sur des extensions, sources de difficultés quand elles se multiplient et font perdre la capacité à comparer les données, mais sur des restrictions", révèle Éric Jarry, l'animateur du pôle technologie d'XBRL France, qui rappelle par ailleurs tous les travaux qui portent aujourd'hui sur les questions de sémantique, et de définition univoque

L'OFFRE EN PROGIELS ET SOLUTIONS DE REPORTING XBRL

Société	Solution/progiciel	Plateforme/base de données	Poste client	Taxonomies	Fonctionnalités	Commentaires
Invoke	FAS Surfi	Windows/SQL Server, Oracle, (DB2 possible)	Navigateur	Surfi	De l'alimentation à la signature électronique. Export de toutes les productions aux formats Word, Excel, PDF, HTML, XML, XBRL.	La solution s'appuie sur le tableur financier nativement XBRL que la société a développé pour ces applications XBRL.
	e-Surfi	Service Web hébergé par la société ou portail déployé sur un intranet	Navigateur	Gère toutes les taxonomies : Surfi, Corep, Finrep, etc	Visualisation (viewer XBRL intégré), contrôle, validation, et signature	Le portail Web s'appuie sur le tableur XBRL développé par la société.
	XBRL Form Designer	(client local)	Navigateur intégré, Windows, Citrix	Gère toutes les taxonomies : Surfi, Corep, Finrep, etc	Outil de construction de modèles de reportings (XBRL Form Templates) à partir d'une taxonomie XBRL	Combine des fonctions de mise en forme d'un tableur et des fonctions de "mapping global"
	XBRL Form	client local et accès SQL Server, Oracle, (DB2 possible)	Multi-plate-forme (Acrobat Reader)	Gère toutes les taxonomies : Surfi, Corep, Finrep, etc	Lecture de documents XBRL et saisie dans des formulaires. Fait le lien entre un formulaire numérique et un document d'instance XBRL.	Basé sur l'utilisation des XBRL Form Templates, l'outil permet à un utilisateur d'obtenir une représentation formulaire d'un ensemble de données XBRL.
Sopra	Evolan Report	AS400, IBM390, Windows, Unix/ SQL	PC, navigateur Web (site dédié)	Gère toutes les taxonomies : Surfi, Corep, Finrep, etc	De l'alimentation à la signature électronique	-
Umanis	Solution de reporting réglementaire XBRL	Citrix, Unix/ Oracle 10.g	Windows, client léger	Gère toutes les taxonomies : Surfi, Corep, Finrep, etc	De l'alimentation à la signature électronique	-
	Solution de gestion de flux XBRL	Citrix, Unix/ Oracle 10.g	N-Tiers avec Web Services	Gère toutes les taxonomies : Surfi, Corep, Finrep, etc	Gère le versionning des taxonomies, Reporting sur les données stockées.	Une solution très orientée "régulateur" mais qui devrait à l'avenir intéresser les remettants pour leur propre usage en interne. Participation aux 1 ^{res} exploitations : juin - septembre 2010.
Viveo	V.Bank Réglementaire (module Surfi)	AS400, HPUX, AIX, Windows/SQL Server, Oracle, DB2	PC Windows, Navigateur Web	Surfi	De l'alimentation à la signature électronique (Dictao), gestion dynamique des taxonomies, consultation en mode Excel	Offre modulaire, partie intégrante de V.Bank Réglementaire, déjà référencée auprès de 600 établissements bancaires. Version définitive Surfi : décembre 2009
	V.Bank réglementaire (module Corep)	AS400, HPUX, AIX, Windows/SQL Server, Oracle, DB2	PC Windows, Navigateur Web	Corep	De l'alimentation à la signature électronique (Dictao), gestion dynamique des taxonomies, consultation en mode Excel	Module disponible. Fait partie de l'offre complète V. Bank Réglementaire
	V.Bank réglementaire (module Finrep)	AS400, HPUX, AIX, Windows/SQL Server, Oracle, DB2	PC Windows, Navigateur Web	Finrep	De l'alimentation à la signature électronique (Dictao), gestion dynamique des taxonomies, consultation en mode Excel	Module disponible. Fait partie de l'offre complète V. Bank Réglementaire

Toutes les sociétés cotées devront en 2011 produire leurs rapports financiers en XBRL

■ La Securities and Exchange Commission (SEC), l'agence indépendante du gouvernement fédéral des États-Unis dont la mission est de réglementer et de contrôler les marchés financiers américains, à l'instar de l'Autorité des marchés financiers (AMF), est à l'origine de ce qui est à ce jour le plus vaste "chantier" XBRL au monde. Après différentes phases expérimentales débutées il y a plus de 10 ans, l'agence a décidé à la fin de l'année dernière d'un plan en trois ans, qui aboutira à la généralisation XBRL en 2011 pour les publications annuelles et trimestrielles obligatoires (conformes aux règles US

GAPP et IFRS) des sociétés cotées aux États-Unis. Dès le deuxième trimestre 2009, les sociétés ayant un flottant en Bourse supérieur à 5 milliards de dollars, devront publier en XBRL. Dès 2010, ce périmètre sera étendu aux grands rejets (environ 1 500 sociétés américaines ou étrangères), puis en 2011 à toutes les autres (environ 12 000 sociétés qui publient selon le US GAPP et les IFRS). Il est d'ailleurs prévu à terme que les deux systèmes de normes comptables convergent. Pour cela, le recours à XBRL devra faciliter la tâche. L'importance de ce programme tient également au travail considérable déjà

effectué avec à la mise en place depuis déjà deux ans du système Edgar (Electronic Data Gathering Analysis and Retrieval system), développé par les sociétés Edgar On Line et RR Donnelley, et qui a permis de traduire au format XBRL (avec la taxonomie US GAPP qui comprend quelque 15 000 tags) 10 ans d'historique d'informations financières. Edgar On Line a déjà développé sur la base de sa suite I-Matrix, des outils de visualisation et d'analyse de ces données sur un portail Web, qui donnent une idée de la puissance d'analyse libérée par l'utilisation d'XBRL.

Voir le site www.tryxbrl.com

des données [4]. "Nous nous sommes rendu compte que nous étions, par notre expérience et par notre position, devenus en tant qu'éditeur, un peu le chaînon manquant pour définir des données que tout le monde pourrait partager, explique Isabelle Zimmerman, responsable de la Business Line Compliance chez Sopragroup, un éditeur et intégrateur international de solutions de reporting XBRL. Celles-ci pourraient être utilisées et manipulées en interne pour d'autres reportings que ceux réclamés par les réglementations, et elles pourraient aussi permettre d'unifier des taxonomies différentes comme Corep, Finrep et Surfi en France, par exemple." Les problèmes identifiés par le projet de Sopra, qui a déjà donné à des communications avec la Banque de France (qui mène elle aussi un projet sur la sémantique) et la Commission bancaire, sont cruciaux pour l'avenir d'XBRL et la généralisation de son adoption. Ils rejoignent également d'autres travaux qui visent à permettre le stockage en base de données de données natives XBRL, ce qui suppose la spécification de nouveaux

types de requêtes. "Nous travaillons déjà avec Oracle sur des évolutions de la version 11g dans notre architecture client serveur Java pour pouvoir stocker des données et des taxonomies XBRL", indique Steve Berdah, directeur technique BU XBRL chez Umanis.

LES OUTILS SONT PRÊTS POUR LE "FULL XBRL"

Pour l'heure, la migration XBRL est aussi plus prosaïquement pour les établissements bancaires et les institutions financières une question de ROI. Et d'outils. "XBRL est au départ une très grande idée, mais qui manquait d'outils", rappelle Isabelle Zimmerman. Ce manque d'outils de visualisation et de présentation notamment, bien adaptés aux utilisateurs, comptables, commissaires aux comptes, voire même statisticiens, peu enclins à lire du texte "balisé" même si celui-ci a la réputation d'être *human readable*, a contribué à rendre l'adoption de XBRL plus difficile que prévue. Il semble bien que la crise actuelle ait en outre beaucoup entamé l'intérêt pour ses promesses en stoppant plusieurs projets dont l'ambition était d'aller bien au-delà des strictes obligations réglementaires dictées avec l'adoption de Corep et Finrep, la migration Surfi et l'abandon de Bafi. La situation est donc aujourd'hui doublement paradoxale,

puisque les outils sont maintenant disponibles, comme le montre l'offre "nativement XBRL" de quelques éditeurs comme Invoke et Umanis, et Sopra et celle plus traditionnelle de Viveo (qui insiste précisément sur la continuité offerte par sa solution avec les règles, formats et protocoles antérieurs de reporting). Par ailleurs, les projets susceptibles de démontrer des gains, et des ROI favorables, ont tendance à être rabattus sur des projets strictement réglementaires qui se traduisent par un traitement principalement en bout de chaîne pour produire le reporting en XBRL.

Tous les éditeurs proposent des solutions qui souvent combinent du conseil (principalement pour identifier les sources d'informations qui doivent servir à alimenter les rapports) et la mise en exploitation de progiciels dont la majorité est maintenant nativement "full XBRL", dans la mesure où ils sont bâtis sur un moteur XBRL (le moteur Fujitsu chez Sopra, le moteur UBmatrix chez Umanis, un tableur spécialement développé pour XBRL chez Invoke). La solution plus traditionnelle de Viveo permet néanmoins le chargement dynamique de taxonomies. Toutes ses solutions s'apprentent à intégrer les "formulas" qui sont de nouveaux liens de calculs, capables d'assurer des contrôles et des validations non seulement intradocuments (les liens de calcul actuels, de la version v.2.1), mais interdocuments. Tous offrent des chemins d'audit, mais ils n'utilisent pas tous les mêmes sources d'alimentation de données. Certains remontent jusque dans les systèmes comptables, d'autres (comme Umanis) vont chercher des informations déjà calculées dans des systèmes décisionnels. ■

BIBLIOGRAPHIE

- *Revue Banque* n° 694 septembre 2007, Interview de Gilles Maguet
- *Revue Banque* n° 692 juin 2007, "Cofinrep : un démarrage programmé au 30 juin 2007", Olivier Doublet (Natixis), Catherine Rault (FBF)
- *Revue Banque* n° 687 janvier 2007, "Normes comptables : il faut désormais compter sur les taxons", Thomas Verdin (Theia Partners)

[4] Éric Jarry fait notamment référence aux travaux OWL (Web Ontology Language) et ebXML (Electronic Business eXtensible Markup Language) issu d'un rapprochement du consortium Osis et de UN/Cefact, qui tous deux visent à établir des standards interopérables d'échanges électroniques.

INTERVIEW

“XBRL est une opportunité pour simplifier le reporting bancaire”



Jean-Luc Menda

Vice-président
Association
XBRL France

Directeur adjoint
direction de la
surveillance générale
du système bancaire
Commission Bancaire

Le langage XBRL doit conduire à la mise en œuvre, au niveau européen, d'un reporting simplifié et harmonisé pour le ratio de solvabilité et pour les états financiers en IFRS. Avec, à la clé, des économies pour les établissements et une meilleure comparabilité pour les régulateurs.

■ **La prochaine conférence internationale XBRL, à Paris du 23 au 25 juin, aura pour thème “comment réduire les coûts des reportings financiers dans un contexte de « meilleure régulation » ?” En quoi la technologie XBRL peut-elle répondre à cette question ?**

Il faut revenir à l'origine des projets européens Corep et Finrep, lancés il y a quatre ans suite à la recommandation du Comité européen des superviseurs bancaires (CEBS) de mettre en place au niveau européen un reporting commun, simplifié et harmonisé pour le ratio de solvabilité (Bâle II), et pour les états financiers en IFRS. Les travaux se

sont d'abord engagés au niveau fonctionnel afin de déterminer un cadre commun de reporting.

Suite aux contacts noués avec XBRL International, le CEBS est parvenu à la conviction que le langage XBRL, basé sur le standard XML, représentait une opportunité technologique pour parvenir à la simplification et à l'harmonisation souhaitées, puisqu'il permettait, grâce aux fameuses taxonomies, de partager un dictionnaire et une grammaire communs, tout en offrant, par son côté “extensible”, des moyens de s'adapter au niveau national aux particularités de chaque type de reporting. Les propriétés de ce langage, son aspect modulaire et flexible, sa capacité à permettre des évolutions en souplesse et la possibilité de réutiliser les données devraient en faire, à terme, un puissant outil de réduction des coûts de production et d'utilisation de ces reportings. À condition toutefois que les banques l'utilisent plus en amont qu'elles ne le font encore actuellement dans la chaîne de production des reportings.

Cette avancée technologique est venue également et assez naturellement répondre aux objectifs des travaux (projet Mocif) engagés en 2006 par la Banque de France et la Commission bancaire pour simplifier la collecte des informations statistiques et prudentielles à fournir aux directions générales de la Banque de France. Cette démarche est à l'origine du projet de Système unifié de reporting financier (Surfi) qui a été lancé en 2007. Au-delà de l'allègement d'environ 25 % des données produites par rapport au reporting

actuel (Base des agents financiers – Bafi), l'utilisation d'XBRL a permis de bâtir une taxonomie unique répondant aux besoins des utilisateurs à la Banque de France, notamment les statisticiens et les superviseurs bancaires. La réforme quinquennale des statistiques de la BCE (qui va notamment intégrer de nouvelles données suite à la crise, comme celles qui touchent à la titrisation) a ainsi été également intégrée à la réforme Surfi.

■ **A-t-on déjà des estimations des gains offerts par le passage de Bafi à Surfi ?**

Non, pas à ce stade. Évidemment, il faudra tenir compte du coût de cette migration – qui était de toute façon inévitable –, tout en mesurant aussi ses avantages indirects. Je pense en particulier aux reportings internes, et à la capacité offerte aux groupes bancaires multinationaux de pouvoir produire plus facilement et dans des délais plus courts des reportings au niveau consolidé.

■ **Au niveau de la supervision européenne, comment vont se traduire les avantages de l'utilisation d'XBRL ?**

XBRL permettra à terme aux superviseurs nationaux d'échanger et de mettre en commun des données de façon beaucoup plus efficace et fiable et ainsi d'améliorer la supervision des groupes internationaux. Par ailleurs, l'élaboration au niveau du CEBS de taxonomies communes s'appuyant au maximum sur des définitions identiques devrait améliorer significativement la comparabilité des données relatives à des groupes de nationalités différentes. ■

Microsoft propose ses solutions pour un Internet plus sûr

■ Lors de la conférence annuelle de la société RSA qui s'est tenue à San Francisco fin avril, Scott Charney, Corporate Vice President du Trustworthy Computing Group chez Microsoft a annoncé un certain nombre d'initiatives et de développements qui marquent un nouvel effort du géant de Redmont, pour contribuer à la réalisation d'un Internet plus sûr. Fédérées autour du concept de la chaîne de confiance de bout en bout (*end-to-end trust*) grâce à de meilleures pratiques, des formations et des développements. Elles s'adressent ici aux développeurs, là aux administrateurs et globalement aux utilisateurs finaux, mais aussi plus largement aux "forces sociales, économiques et politiques" dont il est souhaité qu'elles puissent s'aligner sur les ressources informatiques les plus avancées pour répondre aux besoins de sécurité et de confiance. Vaste programme. Windows 7 (avec Explorer 8) dont on ne connaît encore que les versions bêta reste au centre



du dispositif, avec le concept de "pile de confiance" (*trust stack*) qui repose sur l'utilisation d'un TPM (Trusted Platform Module), un circuit qui permet de stocker des clés et des certificats et d'effectuer des calculs cryptographiques en toute sécurité. Ce circuit vient en support à des applications comme BitLocker Drive Encryption (chiffrement à la volée et gestion des accès des unités de stockage USB), AppLocker (contrôle des signatures et gestion fine des applications, et de leurs versions) ou Direct Access (gestion des accès sécurisés à distance). Microsoft annonce que l'utilisation de cette technologie matérielle

permet d'authentifier non seulement les données, le code des applications, et celui du système d'exploitation, mais aussi les utilisateurs de la machine. Avec le programme Geneva,

Microsoft adresse les questions de protection des données personnelles, avec une plateforme de gestion des identités, utilisant des *information cards*, grâce à laquelle les données délivrées sont ajustées à celles requises par l'application, ce qui peut dans certains cas garantir une forme d'anonymat. Une maquette de validation a été réalisée avec le Lake Washington School District pour fournir un accès en ligne sécurisé et privé aux personnels des écoles, aux étudiants et aux parents.

SunGard ouvre un nouveau hub GL Net en Asie

■ SunGard vient d'ouvrir à Kuala Lumpur (Malaisie) un nouveau hub GLNet, spécialisé dans le routage d'ordres et le transfert d'informations financières dans de faibles délais de latence. 8^e du genre en Asie Pacifique, ce hub procure aux investisseurs internationaux un accès à la Bursa Malaysia, le marché local d'actions et de dérivés malais. Les institutions finan-

cières locales peuvent accéder au réseau de courtiers présents sur GL Net et profiter de services d'exécution en accès direct (DMA) sur plus de 110 bourses et pôles de liquidités. Avec près de 1 000 sociétés cotées, la Bursa Malaysia offre une gamme intégrée de services de négociation, compensation, règlement et conservation.



Payments - Cards - eBanking

L'offre de **Clear2Pay**, éditeur international, vous permet de:

- Traiter vos flux de paiements (domestiques, SEPA et internationaux)
- Gérer vos mandats et e-mandats SEPA
- Proposer à vos clients des services internet et de mobile banking
- Intégrer les nouveaux protocoles de communication (EBICS, etc.)

Contactez nous au + 33 1 41 44 42 35
ou par mail: info.france@clear2pay.com

www.clear2pay.com

Clarity in Payments



Amsterdam, Algiers, Boston, Brussels, Charlotte, Cairo, Kuala Lumpur, London, Madrid, Melbourne, San Francisco, Paris, Sydney, Shenzhen, Warsaw

Entreposage et analyse de données de bout en bout



■ Teradata et SAP renforcent leur partenariat. Grâce à leur décision d'intégrer les logiciels SAP NetWeaver BW, SAP BusinessObjects et les solutions Teradata Active Enter-

prise Data Warehouse, les deux sociétés rendent les données d'entreprise plus faciles à consolider en un lieu unique. Et ce, avec une visibilité accrue sur des informations détaillées et une amélioration des processus décisionnels. La réunion des environnements d'entrepôts de données d'entreprise au sein d'une même plateforme Teradata permet en outre de réduire les coûts de développement et d'exploitation associés. Les entreprises bénéficieront des

fonctionnalités de gestion de données massives, de l'extensibilité et de la vitesse de traitement analytique offertes par le système de gestion de bases de données Teradata, complément de l'extensibilité et la rapidité d'analyse en matière de Business Intelligence (BI) que procurent les logiciels SAP NetWeaver BW et NetWeaver Business Warehouse Accelerator. Les solutions SAP BusinessObjects de gestion de l'information (IM) et de BI viennent compléter le tableau pour créer un système d'entreposage et d'analyse des données de bout en bout.

MAINFRAME Création de la "zAcademy"

■ La Banque Postale, Sogeti, filiale à 100 % du Groupe Capgemini, et IBM se sont associés pour une durée de trois ans pour créer la "zAcademy", un centre de formation dédié aux technologies mainframes d'IBM (Series Z) appliquées au domaine bancaire. La Banque Postale et Sogeti animent ensemble le parcours pédagogique. À l'issue de la formation, chaque professionnel obtiendra une certification reconnue par IBM. Cette initiative répond à un véritable besoin d'expertise en technologie grands systèmes. Le marché est aujourd'hui à la recherche de nouveaux professionnels pour assurer le renouvellement des compétences et disposer d'ingénieurs qui justifient d'une double expertise : mainframe et système d'information bancaire.

Une gamme de disques durs protégés par un code PIN

■ Origin Storage, l'un des principaux fabricants et distributeurs de solutions de stockage informatique, lance un disque dur dont l'accès et le contenu sont sécurisés par un code PIN pouvant aller jusqu'à 18 chiffres saisis directement sur le péri-



phérique lui-même. Le Data Locker fait appel à une puce qui chiffre et déchiffre les données en utilisant un mode de cryptage de classe militaire AES (128-256 bits)/CBC. Le Data Locker permet ainsi de stocker et protéger toutes les données sensibles,

ainsi que les fichiers personnels. Il est disponible en trois capacités : 160 Go, 320 Go et 500 Go. Très simple à mettre en œuvre, il est protégé contre les attaques logiques externes du fait qu'il est indépendant de la plateforme à laquelle on le connecte, ne requérant ni pilote ni logiciel à installer.

Une alliance pour la sécurisation des moyens de paiements

■ Les trois plus grands fabricants de terminaux de paiement, Hypercom, Ingenico et Verifone, viennent de créer une alliance baptisée SPVA (Secure POS Vendor Alliance) qui vise "à sensibiliser l'industrie aux questions de sécurité, encourager l'adoption des meilleures pratiques du marché et homogénéiser les normes qui régissent les divers composants et parties prenantes de l'univers du paie-

ment". L'adhésion est ouverte à tous les acteurs de l'industrie du paiement. Les fournisseurs qui développent des systèmes de paiement sécurisés pour points de vente peuvent devenir membres réguliers ; les sociétés vendant ou utilisant des produits ou solutions connectés aux terminaux de paiement – commerçants, acquéreurs, vendeurs de logiciels, banques et tout autre

organisme de normalisation – étant appelées à devenir membres associés. Cette association entend favoriser l'unification des pratiques en matière de sécurité, en particulier en proposant une interprétation commune des normes de sécurité actuelles promulguées par le PCI Security Standards Council, l'EMVco et le Conseil européen des paiements (EPC),

mais aussi en établissant des normes ou des recommandations sur le cycle de vie de la sécurité des terminaux et sur les solutions de chiffrement de bout en bout. L'objectif est aussi de produire une certification SPVA qui servira de garantie aux fournisseurs de systèmes sécurisés pour points de vente désireux d'afficher le logo SPVA sur leurs produits.

ÉCHANGES DE DONNÉES ENTRE CGP ET DÉPOSITAIRES

Une norme AFNOR publiée en juin

■ Depuis plus d'un an, Harvest, leader sur le marché des logiciels de simulation patrimoniale et fiscale, contribue à l'établissement d'une norme commune régissant les échanges de données entre les conseillers en gestion de patrimoine (CGP) et dépositaires, au sein d'une commission animée par la société Intégrales Agora,

réunissant autour de l'AFNOR des dépositaires, des intégrateurs et les associations professionnelles représentant les CGP. Cette norme sera publiée en juin 2009 et diffusée auprès des signataires de l'accord. Les non-signataires pourront utiliser la norme à partir de janvier 2010.

Le Crédit Agricole implémente l'Open Payment Framework de Clear2Pay

■ Le Cedicam, la plate-forme flux et paiements du groupe Crédit Agricole, a choisi la solution l'Open Payment Framework (OPF) de Clear2Pay pour traiter les paiements (virements et prélèvements) des banques du groupe. Dans une première phase, les prélèvements SDD (Sepa Direct Debit) seront implémentés et

puis dans une étape suivante, les virements SCT (Sepa Credit Transfer), internationaux, gros montants et domestiques. Le Crédit Agricole, leader en France avec 30 % de part de marché dans le domaine des paiements et deuxième banque européenne en volume de transactions, affiche ainsi son ambition européenne.

EN BREF

■ **Integri**, spécialisé dans la fourniture d'expertise et d'outils de test pour les applications de paiement et mobile, a conclu un accord avec FIME, fournisseur de solutions de test et laboratoire de test, aux termes duquel ce dernier va promouvoir et distribuer les solutions d'Integri. L'accord concerne les outils de test de cartes et terminaux ainsi que les simulateurs de transactions.

■ **La caisse régionale du Crédit Agricole Brie-Picardie** a acquis trois systèmes de téléprésence Tandberg T3. Ces systèmes recréent la sensation d'une réunion en face à face grâce à une technologie avant-gardiste tout en étant aussi simples d'utilisation qu'un téléphone mobile. Le Crédit Agricole Brie-Picardie est à ce jour le premier établissement bancaire français qui développe la téléprésence dans cet usage.

■ **Digital Realty Trust, Inc**, le premier fournisseur au monde de centre de données en gros, a conclu un deuxième accord de location avec IBM dans son site situé en région parisienne. En vertu de cet accord, IBM y établira un nouveau centre d'hébergement de données majeur afin de soutenir la croissance de la demande pour ses services. Un accord précédent avait été annoncé en octobre 2008.

■ **Les ventes sur Internet en France maintiennent le cap.** En 2008, les sites d'e-commerce ont réalisé 14 milliards d'euros de volume d'affaires, en hausse de 20 % sur un an, selon l'étude annuelle de Benchmark Group sur le commerce électronique en France. Pour 2009, Benchmark Group table sur une croissance de 8 %, portant le e-commerce à 15,1 milliards d'euros.

■ **Cards Off**, spécialiste français des transactions en ligne, a choisi Sterling MEFG pour fournir à la grande distribution et à ses clients des transactions en ligne sécurisées de bout en bout, depuis la prise de commande jusqu'à la livraison.

■ **Six Telekurs** propose désormais un accès aux données CSV Incorporated (*comma separated value*) relatives aux valorisations des titres illiquides de structure complexe.

■ **Banque Accord**, spécialisée dans les solutions de paiement et le crédit à la consommation, a sélectionné Teradata Active Enterprise Data Warehouse, partie intégrante de Teradata Purpose-Built Platform Family, pour soutenir le lancement de son initiative de décisionnel d'entreprise. Teradata Professional Services aidera à la mise en œuvre de l'architecture technologique de l'entrepôt de données.



Premiers automates recyclant en France

■ Fortis Banque France achève le déploiement d'une cinquantaine d'automates recyclant à l'intérieur de ses agences. Ce déploiement d'automates Pro-Cash 4000 fournis par Wincor Nixdorf, permettant aux clients d'effectuer à la fois des dépôts et des retraits, est une première en France. Le recyclage automatique permet d'utiliser, sur un même automate, les billets déposés par les clients pour alimenter les opérations de retrait. Les opérations manuelles liées au comptage et à la vérification des espèces sont ainsi supprimées.



www.theia-partners.com
contact@theia-partners.com • Tél. : 01 49 52 92 52

NOS FORMATIONS SURFI

Module fonctionnel :
Les nouveaux états réglementaires et les impacts pour les produire

Module technique :
La taxonomie SURFI et les outils de reporting XBRL

RB

les rendez-vous

BANQUE ASSURANCE

jeudi 25 juin 2009

LES NOUVELLES PROBLÉMATIQUES DE LA GESTION D'ACTIFS, SUITE AUX EFFETS DE LA CRISE FINANCIÈRE

PROGRAMME

- 8h30** ■ **Accueil des participants et petit déjeuner**
- 9h00** ■ **Quelle réglementation en matière de gestion d'actifs ?**
- **Bertrand Gibeau**, associé-directeur du développement, Reinhold & Partners
 - **David Thesmar**, *associate professor of finance & economics et scientific director*, BNP Paribas Hedge Fund Center, HEC
 - **Patrice Bergé-Vincent**, responsable du département Régulation de la gestion d'actifs, Direction de la Régulation et des Affaires internationales, Autorité des marchés financiers
- **Modérateur Aedian**
- 10h45** ■ **Pause**
- 11h00** ■ **Quelle est l'évolution des stratégies d'allocation d'actifs ?**
- **Peter Fornelli**, directeur général, Sigmalog Capital
 - **Fabrice Cuchet**, membre du Comité exécutif de Dexia AM en charge de la Gestion alternative
- **Modérateur Aedian**
- 11h40** ■ **Questions/réponses**
- 12h00** ■ **Clôture de la séance**